



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2015

Exercice social | Du 1^{er} janvier au 30 juin

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES	7
1. Etat de la situation financière consolidée	7
2. Compte de résultat consolidé	8
3. Tableau de flux de trésorerie	9
4. Variation des capitaux propres part du groupe	10
5. Annexes des comptes consolidés	11
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	19
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	20

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 9 septembre 2015 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2015 pour l'activité au cours du premier semestre 2015. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

Commentaires généraux sur l'activité

Au cours du premier semestre 2015, le groupe Aubay a réalisé de très bons résultats. Tous les indicateurs sont au vert. Le groupe a été particulièrement efficace sur le plan commercial en remportant de nombreux projets dans ses secteurs de prédilection (Banque/Finance/Assurance) et en particulier dans la transformation numérique des clients grands comptes.

Les efforts déployés sur le recrutement donnent d'excellents résultats puisque le groupe est très en avance sur son plan de marche. Au 30 juin 2015, l'effectif total du groupe s'élève à 3 881 collaborateurs contre 3750 fin 2014.

Le groupe affiche à la fois une progression de son chiffre d'affaires et de sa rentabilité opérationnelle.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 134,6 M€ affichant une croissance en données publiées de +12,4% et de +7,2% à périmètre constant. Le taux de productivité s'est amélioré à 93,4% contre 92,0%.

La marge opérationnelle courante, avec un calendrier identique à 2014, s'établit à 10 480 K€ soit 7,8% du chiffre d'affaires. Le ROC progresse de +37,5%.

La France a vu son chiffre d'affaires progresser de +8%, hausse purement organique. L'activité représente 60% du chiffre d'affaires total du groupe contre 63% un an auparavant. Bénéficiant d'un excellent positionnement et d'une demande robuste de ses principaux clients, le groupe continue de gagner des parts de marché. La rentabilité opérationnelle s'est logiquement améliorée pour atteindre 8,7% vs 7,2% à fin juin 2014.

A l'international, la croissance du chiffre d'affaires bondit de +20,1% au premier semestre tirée par le dynamisme des zones ibériques et italiennes. A périmètre constant, la croissance reste soutenue et ressort à +5,7%. Les activités en Belgique/Luxembourg continuent de montrer des signes tangibles d'amélioration avec un retour à la croissance attendue dès le second semestre. Le taux de marge opérationnelle s'améliore de 1 point pour atteindre 7,6% au 30 juin 2015.

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2015	30/06/2014	Var.
Chiffre d'affaires	134 570	119 693	+12,4%
Autres produits de l'activité	114	112	
Achats consommés et charges externes	(28 331)	(25 083)	
Charges de personnel	(93 976)	(85 837)	
Impôts et taxes	(1 330)	(1 292)	
Dotations aux amortissements et provisions	(772)	(520)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	2	-	
Autres produits et charges d'exploitation	203	551	
Résultat opérationnel courant	10 480	7 624	+37,5%
En % du CA	7,8%	6,4%	
Autres produits et charges opérationnels	(902)	(875)	
Résultat opérationnel	9 578	6 749	+41,9%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement net	(403)	(561)	
Autres produits et charges financiers	272	199	
Résultat financier	(131)	(362)	
Charges d'impôt	(3 498)	(2 755)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	5 949	3 632	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	5 949	3 632	+63,0%
En % du CA	4,4%	3,0%	
Part du groupe	5 884	3 596	
Intérêts minoritaires	65	36	

En M€	30/06/2015		30/06/2014		31/12/2014	
	CA	CA	CA	ROC* % marge	CA	ROC* % marge
Groupe	134,6	7,8%	119,7	6,4%	243,3	8,3%
France	81,1	8,7%	75,1	7,2%	151,1	9,7%
International	53,5	7,6%	44,6	6,6%	92,1	6,8%
Corporate		(0,5%)		(0,6%)		(0,2%)

*Résultat Opérationnel Courant

Effectif fin de période	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
France	2 039	1 962	1 938
Belgique-Luxembourg	253	272	241
Italie	957	956	968
Espagne	632	234	603
Total	3 881	3 424	3 750

Résultats du Groupe

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2015 s'établit à 134,6 M€ en hausse de 12,5% dont 7,2% en croissance purement organique.

Le résultat opérationnel courant atteint 10 480 K€ à comparer aux 7 624 K€ du premier semestre 2014, soit une hausse de 37,5% et un taux de marge de 7,8% vs 6,4% un an plus tôt.

Les autres produits et charges opérationnels constituent une charge pour 902 K€ stable par rapport au S1 2014 (876 K€). Cette charge s'explique par des coûts de rationalisation des locaux pour 171 K€, des coûts de restructuration pour environ 400 K€, et le solde concerne des pénalités et coûts d'actions gratuites.

Le résultat opérationnel s'établit donc à 9 578 K€ (soit 7,1% du chiffre d'affaires) contre 6 749 K€ ce qui représente une hausse de 1,5 points de la rentabilité opérationnelle.

Le résultat financier enregistre une charge nette de 159 K€ vs 362 K€ en 2014 après la prise en compte d'un produit financier 272 K€ (199 K€ en 2014). L'endettement financier brut s'élève à 22,5 M€ vs 25,7 M€ au premier semestre 2014.

La charge d'impôt s'élève à 3 498 K€ dont 3 131 K€ d'impôts exigibles (2 771 K€ au S1 2014) soit un taux facial d'impôt effectif de 37% vs 43%. Les impôts exigibles se décomposent en 1 481 K€ de CVAE/IRAP et 1 650 K€ d'impôts sur les bénéfices. La baisse du taux facial provient principalement de la diminution de l'IRAP en Italie.

Le résultat net atteint dès lors 5 949 K€ au premier semestre 2015 soit 4,4% du chiffre d'affaires (contre 3 632 K€ au premier semestre 2014) en croissance de 63,8%. Le résultat par action s'élève quant à lui à 0,45 euros pour les 12 965 440 actions (nombre d'action total déduction faite de l'autodétention) à comparer aux 0,28 euros pour les 12 993 679 actions à la fin du premier semestre 2014.

Analyse de la situation financière consolidée

Le **total du bilan** consolidé au 30 juin 2015 s'établit à 226 M€ contre 228 M€ au 31 décembre 2014.

La situation nette d'un montant de 102,8 M€ augmente de 4 M€ d'un exercice à l'autre. Les principales variations sont les suivantes :

- Prise en compte du résultat net bénéficiaire de 5,9M€,
- Versement d'un dividende aux actionnaires pour 1,6 M€,
- Variation des titres d'auto-détention pour 0,6 M€.

Les **actifs non courants** s'établissent à 107,2 M€ vs 107,6 M€. Le principal mouvement s'explique par la reprise d'impôts différés actifs liée à l'apurement des déficits fiscaux.

Les **créances clients** nettes (déduction faite des produits constatés d'avance) s'établissent à 75,6 M€ au 30 juin 2015 à comparer à 73,2 M€ au 31 décembre 2014. L'augmentation du poste client est liée à la croissance du chiffre d'affaires. Le délai moyen d'encaissement (DSO) ressort à 84 jours sur la période vs 86 au 31 décembre 2014.

La trésorerie **disponible** s'élève à 14,9 M€ contre 19,1 M€ six mois plus tôt.

La dette financière nette ressort à 7,6 M€ contre 6,6 M€ au 31 décembre 2014. Au cours du semestre, aucune nouvelle ligne moyen long terme n'a été tirée.

Au cours du semestre, les principaux événements qui ont impacté la trésorerie sont les suivants :

- des flux générés par l'activité à hauteur de 3,9 M€,
- le rachat des intérêts minoritaires pour 2,4 M€,
- le versement aux actionnaires d'un dividende de 1,6 M€,
- le remboursement de dettes financières pour 3,1 M€.

Organisation

Le premier semestre n'a pas connu de modification particulière d'organisation au sein du groupe Aubay.

Rachat de minoritaires, prise de participation ou cession d'entreprise, fusion

Rachats de Minoritaires

Aubay Italia a procédé durant le premier semestre au rachat du solde de capital (25%) qu'elle ne détenait pas encore dans Blue Sof Consulting, portant sa participation à 100%. Ce rachat, anticipé d'un an par rapport au calendrier initialement envisagé, va permettre une fusion juridique de ces deux entités italiennes dès la fin de l'exercice 2015 afin de parachever l'intégration opérationnelle (commerciale, administrative et productive) de ces deux entités. Elles bénéficieront ainsi des atouts qu'offrent la taille et les compétences d'un ensemble de près de 1000 collaborateurs répartis entre Milan, Rome et Turin intervenant dans tous les secteurs stratégiques de l'économie italienne.

Conformément aux engagements souscrits par la filiale espagnole Aubay Spain (filiale à 100% de Aubay SA) lors de la prise de contrôle de Norma4 en octobre 2014, un rachat complémentaire de participation est intervenu sur le premier semestre 2015, Aubay Spain portant sa participation à 84%.

Prise de participation

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours du premier semestre 2015 au sein du groupe Aubay.

Cessions de Participation/Cession de branches d'activités

AUBAY a poursuivi son désengagement financier dans le capital de la société OCTO TECHNOLOGY et ne détenait plus au 30 juin 2015 qu'une participation marginale.

Aucune autre opération de cette nature n'est intervenue au cours du premier semestre 2015.

Fusion

Aucune fusion n'est intervenue au sein du groupe au cours du premier semestre 2015.

Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 10 avril 2015 sous le numéro D.15-0317, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

Evénements Importants Intervenues depuis le 30 Juin 2015

Aucun évènement particulier susceptible d'emporter un effet significatif pour le groupe n'est intervenu depuis le 30 juin 2015.

Perspectives pour l'exercice 2015

Le niveau d'activité en juillet et août demeure excellent et le taux de productivité sur l'ensemble du trimestre devrait se maintenir à un niveau élevé.

Par conséquent, les objectifs 2015 affichés en début d'année sont révisés à la hausse :

- Une croissance organique désormais comprise entre 5 et 7%, contre 3 à 5% initialement prévu,
- Un chiffre d'affaires supérieur à 267 M€ contre 260 M€,
- Une marge opérationnelle courante comprise entre 8,7% et 8,9%.

Le Conseil d'administration

COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

1. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF (en K€)	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
Ecart d'acquisition	75 793	75 793	71 972
Immobilisations incorporelles	23 875	23 798	23 786
Immobilisations corporelles	4 050	4 027	3 166
Titres mis en équivalence	-	-	-
Autres actifs financiers	2 262	2 441	2 578
Impôts différés actifs	1 190	1 560	1 733
Autres actifs non courants	-	-	-
ACTIF NON COURANT	107 170	107 619	103 235
Stocks et en-cours	6	16	-
Clients et comptes rattachés	81 026	81 424	76 327
Autres créances et comptes de régularisation	22 741	20 286	18 481
Valeurs mobilières de placement	3 514	4 494	728
Disponibilités	11 414	14 558	7 255
ACTIF COURANT	118 701	120 778	102 791
TOTAL DE L'ACTIF	225 871	228 397	206 026

PASSIF (en K€)	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
Capital	6 515	6 510	6 510
Prime d'émission et réserves consolidées	89 633	79 982	81 314
Résultats net part du groupe	5 884	11 645	3 596
Capitaux propres - part du groupe	102 032	98 137	91 420
Intérêts minoritaires	727	661	659
CAPITAUX PROPRES	102 759	98 798	92 079
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	19 841	19 832	20 259
Impôts différés passifs	62	79	2
Provisions pour risques et charges	1 749	1 921	1 570
Autres passifs non courants	3 077	3 966	1 562
PASSIF NON COURANT	24 729	25 798	23 393
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	2 663	5 831	4 180
Fournisseurs et comptes rattachés	19 608	19 156	16 798
Autres dettes et comptes de régularisations	76 112	78 814	69 576
PASSIF COURANT	98 383	103 801	90 554
TOTAL DU PASSIF	225 871	228 397	206 026

2. Compte de résultat consolidé

En K€	30/06/2015	%	30/06/2014	%	31/12/2014	%
Chiffre d'affaires	134 570	100%	119 693	100%	243 284	100%
Autres produits de l'activité	114		112	-	252	-
Achats consommés et charges externes	(28 331)		(25 083)	-	(50 596)	-
Charges de personnel	(93 976)		(85 236)	-	(168 784)	-
Impôts et taxes	(1 330)		(1 292)	-	(2 566)	-
Dotations aux amortissements et provisions	(772)		(520)	-	(1 329)	-
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	2		-	-	3	-
Autres produits et charges d'exploitation	203		(50)	-	28	--
Résultat opérationnel courant	10 480	7,8%	7 624	6,4%	20 292	8,3%
Autres produits et charges opérationnels	(902)		(875)	-	(1 690)	
Résultat opérationnel	9 578	7,1%	6 749	5,6%	15 963	7,6%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			-	-		-
Coût de l'endettement net	(403)		(561)	-	(1 174)	-
Autres produits et charges financiers	272		199	-	281	-
Résultat financier	(131)		(362)		(893)	
Charges d'impôt	** (3 498)	37%*	(2 755)	43%*	(6 015)	41%*
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences			-	-		-
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	5 949		3 632		11 694	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-		-		-	
Résultat net	5 949	4,4%	3 632	3,0%	11 694	4,8%
Part du groupe	5 884	-	3 596	-	11 645	-
Intérêts minoritaires	65	-	36	-	49	-
Nombre moyen pondéré d'actions	12 965 440	-	12 993 679	-	12 999 938	-
Résultat par action	0,45		0,28		0,90	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	13 081 640	-	13 109 307	-	13 108 338	-
Résultat dilué par action	0,45		0,27		0,89	

* Taux facial d'impôts

** Dont CVAE et IRAP pour 1,5 M€.

3. Tableau de flux de trésorerie

En K€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	5 949	3 632	11 694
Résultat des mises en équivalences	-	-	-
Dotations nettes aux amortissements et provisions	517	703	1 310
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	191	6	135
Autres produits et charges calculés	0	-	0
Produits de dividendes	(6)	(53)	(60)
Plus et moins-values de cession	(13)	53	(27)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	6 638	4 341	13 052
Coût de l'endettement financier net	402	561	1 185
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3 498	2 755	6 015
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	10 538	7 657	20 252
Impôts versés (B)	(4 886)	(3 898)	(10 953)
Variation du B.F.R lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages aux personnels) (C)	(1 787)	(7 236)	3 677
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	3 865	(3 477)	12 976
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(896)	(791)	(2 617)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	20	61	90
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(53)	-	-
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	193	69	392
Variation des prêts et avances consenties	94	(90)	(85)
Incidence des variations de périmètre	(2 371)	(955)	(3 334)
Dividendes et subventions reçus	102	53	60
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	(2 911)	(1 653)	(5 494)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	-	-	-
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	89	134	265
Rachats d'actions propres en vue d'annulation	-	-	-
Rachats et reventes d'actions propres	35	(53)	28
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :	-	-	-
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 555)	(1 301)	(2 731)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(114)	-	-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	-	2 988	6 500
Remboursement dettes financières	(3 055)	(2 505)	(5 400)
Intérêts financiers nets versés	(423)	(560)	(1 185)
Autres flux	-	105	(192)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)	(5 023)	(1 192)	(2 715)
Incidence des variations des cours des devises (G)	-	-	-
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(4 069)	(6 322)	4 767
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	18 583	13 816	13 816
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	14 514	7 484	18 583

4. Variation des capitaux propres part du groupe

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2015	6 510	79 932	11 696	98 137	661	98 798
Augmentation de capital	5	84	-	89	-	89
Paievements fondés sur des actions	-	31	-	31	-	31
Dividendes	-	(1 555)	-	(1 555)	-	(1 555)
Affectation du résultat	-	11 645	(11 645)	0	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	5 884	5 884	66	5 950
Variation titres d'autocontrôle	-	(584)	-	(584)	-	(584)
Variation de périmètre	-	-	-	0	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	0	-	0
Autres mouvements	-	30	-	30	-	30
Capitaux propres au 30 juin 2015	6 515	89 583	5 935	102 032	727	102 759

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2014	6 500	73 772	9 022	89 293	631	89 924
Augmentation de capital	10	124	-	134	-	134
Paievements fondés sur des actions	-	6	-	6	-	6
Dividendes	-	(1 301)	-	(1 301)	-	(1 301)
Affectation du résultat	-	9 022	(9 022)	0	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	3 596	3 596	36	3 632
Variation titres d'autocontrôle	-	(60)	-	(60)	-	(60)
Variation de périmètre	-	-	-	0	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	0	-	0
Autres mouvements	-	(248)	-	(248)	(8)	(256)
Capitaux propres au 30 juin 2014	6 510	81 315	3 596	91 420	659	92 079

Produits et charges comptabilisés en capitaux propres

Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
Ecarts de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	12	-83	-126
Eléments qui seront reclassés en résultat			
Ecarts actuariels sur régime de retraite		-169	-50
Autres incidences			
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	12	-252	-176
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	12	-252	-176
Résultat net rappel	5 884	11 694	3 632
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres part groupe	12	-252	-176
Résultat global part groupe	5 896	11 442	3 582

5. Annexes des comptes consolidés

Règles et méthodes comptables

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2015 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2015 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le rapport annuel 2014.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2014. Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2015 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe Aubay (notamment l'IFRIC 21 sur les Taxes prélevées par une autorité publique).

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 9 septembre 2015.

Méthodes de consolidation : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

Principes d'arrêtés des comptes : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2015 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Toutes les sociétés consolidées étant dans la zone euro, il n'existe pas d'écart de conversion.

Ecarts d'acquisition : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de participation correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Les écarts d'acquisitions afférents à certains éléments identifiables du bilan qui sont reclassés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles (fonds de commerce principalement) sont soumis à un test de valeur annuel fondé sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF) et complété par un test de cohérence avec les valeurs de marché. Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque entité générant ses flux propres de trésorerie (Unités Génératrices de Trésorerie). Les UGT retenues par le groupe correspondent à des zones géographiques. L'évaluation de la valeur recouvrable de chaque UGT est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, incluant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Le taux d'actualisation appliqué s'établit à 9%, unique sur l'ensemble des UGT (zone euro). Le taux de croissance à l'infini est fonction du potentiel de croissance des différentes UGT et est compris entre 2,5% et 5%.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est comptabilisé en «Autres produits et charges opérationnels».

Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires (regroupement d'entreprises) sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dette opérationnelle avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leurs comptabilisations. Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernés. Les variations de dettes d'une année sur l'autre liées à d'éventuels changements d'estimations ont pour contrepartie les « autres produits et charges opérationnels ».

Frais de recherche et développement : Les frais de recherche et de développement des applications et des produits sont comptabilisés en charge au cours de l'exercice où ils sont encourus, sauf lorsqu'ils remplissent un certain nombre de critères conformément à l'IAS 38 :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de l'entreprise d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre,
- la capacité de l'entreprise à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
- la capacité de cette immobilisation incorporelle à générer des avantages économiques futurs,
- le fait que l'entreprise dispose des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- la capacité de l'entreprise à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Licences et logiciels : Les licences et logiciels sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition.

Immobilisations corporelles :

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

Créances d'exploitation

- (1) Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

Auto-contrôle : Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

Subventions et crédits d'impôts : les subventions d'exploitation et crédits d'impôts sont inscrits en déduction des charges par nature qu'ils sont destinés à compenser (principalement dans les charges de personnel pour le CIR et le CICE).

Provisions : Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

Provisions pour retraite et engagements assimilés : Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe tels que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 67 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 1%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 1,49%
- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2010

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et en Belgique-Luxembourg, il n'existe pas d'engagements de retraite.

Evaluation et comptabilisation des passifs financiers : Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires.

Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services et des ventes de matériels liées aux activités courantes des sociétés consolidées par intégration globale.

Le chiffre d'affaires est facturé sur la base des temps effectifs passés par des consultants dans l'exécution d'un contrat. Les résultats sur les contrats au forfait s'échelonnent sur plusieurs exercices et sont constatés selon la méthode à l'avancement.

Par ailleurs, si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée lors de la clôture des comptes.

Autres produits et charges opérationnels : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux et de montants significatifs. Ils incluent la charge annuelle des options de souscription d'actions, les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession...

Options de souscriptions d'actions : la norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est fixée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire.

Actions gratuites : des actions de performance sont consenties à un certain nombre de collaborateurs/mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance de marché et de présence (2 ans). L'indice boursier de référence est le « STOXX Europe TMI Software & Computer Services ». La juste valeur de l'action est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS 2 (« Monte Carlo ») qui inclut le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes sur la période, cours de l'indice à l'attribution.

Impôts sur le résultat : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants, des impôts différés, de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée sur les Entreprises) et l'IRAP équivalent de la CVAE en Italie. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du délai de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

Résultat par action : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuites dans la monnaie au 30 juin 2015.

Recours à des estimations : L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- l'évaluation des passifs financiers.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Notes annexes au bilan

Evolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2015

Au cours du 1^{er} semestre, aucune opération de croissance externe n'a été réalisée.

Ecart d'acquisition

En K€	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	93 570	-	-	93 570
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	75 793	-	-	75 793

Clients et comptes rattachés

En K€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Valeur Brute	81 872	77 137	82 246
Dépréciation	(846)	(810)	(822)
Valeur nette	81 026	76 327	81 424
Avances et acomptes reçus			-
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	(5 440)	(2 893)	(8 176)
Créances clients nettes	75 586	73 434	73 248
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	84	92	86

Opérations sur actions propres au cours du 1^{er} semestre 2015

Nombre d'actions détenues au 01/01/15	15 358
Acquisitions/Cessions 2015 (en net)	48 665
Nombre d'actions détenues au 30/06/15	64 023

Evolution des provisions

En K€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Provisions pour litiges	1 011	757	1 179
Provisions pour pensions et retraites	738	813	742
Total	1 749	1 570	1 921

Charges d'impôts

En K€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2013
Impôts exigibles	(3 131)	(2 771)	(5 894)
Impôts différés	(367)	16	(400)
Total	(3 498)	(2 755)	(6 294)

Les impôts exigibles se décomposent en 1,6 M€ d'impôts sur les bénéfices et 1,5 M€ de CVAE et IRAP (équivalent de la CVAE en Italie).

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	1 177	-	284	893
-Différences temporaires	383	-	86	297
Total impôt différé actif	1 560	0	370	1 190
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	79	-	17	62
Total impôt différé passif	79	0	17	62

Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2015

En K€	30/06/2015			2014
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
Emprunt bancaire	22 091	2 250	19 841	25 194
Banques créditrices	414	414	-	469
Autres dettes financières	0	0	-	0
DETTES	22 505	2 664	19 841	25 663
Valeurs mobilières de placement	3 514	-	-	4 494
Disponibilités	11 414	-	-	14 558
DISPONIBILITES	14 928	0	0	19 052
(ENDETTEMENT NET)/TRESORERIE NETTE	(7 577)	2 664	19 841	(6 611)

Au 30 juin 2014

En K€	30/06/2014			2013
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
Emprunt bancaire	23 939	3 680	20 259	23 221
Banques créditrices	500	500	-	14
Autres dettes financières	0	0	-	0
DETTES	24 439	4 180	20 259	23 235
Valeurs mobilières de placement	728	728	-	157
Disponibilités	7 255	7 255	-	13 673
DISPONIBILITES	7 983	7 983	0	13 830
(ENDETTEMENT NET)/TRESORERIE NETTE	(16 456)	3 803	20 259	(9 405)

Trésorerie (en K€)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Disponibilités	11 414	7 255	14 558
Placements à court terme	3 514	728	4 494
découverts bancaires	(414)	(500)	(469)
Total trésorerie	14 514	7 483	18 583

Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner.

Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2015.

Notes annexes au compte de résultat

Evolution de l'activité par zone géographique et par secteur

En M€	30/06/2015		30/06/2014		31/12/2014	
	CA	ROC* % marge	CA	ROC* % marge	CA	ROC* % marge
Groupe	134,6	7,8%	119,7	6,4%	243,3	8,3%
France	81,1	8,7%	75,1	7,2%	151,1	9,7%
International	53,5	7,6%	44,6	6,6%	92,1	6,8%
Corporate		(0,5%)		(0,6%)		(0,2%)

*Résultat Opérationnel Courant

Au 30 juin 2015 (en K€)	France	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	81 147	53 849	(426)	134 570
Autres produits de l'activité	-	114	-	114
Achats consommés	(9 134)	(9 696)	379	(18 451)
Charges externes	(3 904)	(6 031)	55	(9 880)
Charges de personnel	(60 558)	(34 039)	-	(94 597)
Impôts et taxes	(1 301)	(29)	-	(1 330)
Dotation aux amortissements	(361)	(321)	-	(682)
Dotation aux dépréciations et provisions	(39)	(51)	-	(90)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-	2	-	2
Autres produits et charges d'exploitation	566	266	(8)	824
Total résultat opérationnel courant	6 416	4 064	0	10 480
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(739)	(163)	-	(902)
Total autres produits et charges opérationnels	(739)	(163)	-	(902)
Résultat opérationnel	5 677	3 901	0	9 578

*Comprend les coûts du corporate pour 612 K€

Au 30 juin 2014 (en K€)	France	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	75 121	45 001	(429)	119 693
Autres produits de l'activité	-	112	-	112
Achats consommés	(8 052)	(7 632)	343	(15 341)
Charges externes	(4 050)	(5 776)	84	(9 742)
Charges de personnel	(57 361)	(28 476)	-	(85 837)
Impôts et taxes	(1 259)	(33)	-	(1 292)
Dotation aux amortissements	(276)	(227)	-	(503)
Dotation aux dépréciations et provisions	(11)	(6)	-	(17)
Autres produits et charges d'exploitation	551	(2)	2	551
Total résultat opérationnel courant	4 663	2 961	0	7 624
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(616)	(259)	-	(875)
Total autres produits et charges opérationnels	(616)	(259)	-	(875)
Résultat opérationnel	4 047	2 702	0	6 749

*Comprend les coûts du corporate pour 752 K€

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Banque	40%	38%	42%
Assurance	27%	26%	25%
Administration	6%	8%	7%
Services/Utilities	12%	12%	11%
Industrie	8%	8%	8%
Télécom	6%	6%	6%
Commerce et Distribution	1%	2%	1%

Charges de personnel

En K€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Rémunérations du personnel	68 045	61 380	122 685
Charges sociales	25 935	23 794	45 889
Dotation nette aux provisions pour retraite	-4	62	210
Total	93 976	85 236	168 784
CA	134 570	119 693	243 284
Ratio Coût perso/CA	69,8%	71,2%	69,4%

Effectif fin de période	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
France	2 039	1 962	1 938
Belgique- Luxembourg	253	272	241
Italie	957	956	968
Espagne	632	234	603
Total	3 881	3 424	3 750

Productif	3 600	3 169	3 495
% productif	92,8%	93%	93%
Administratifs et commerciaux	281	255	255
Total	3 881	3 424	3 750

Autres produits et charges opérationnelles

En K€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Options de souscription d'actions	(191)	(6)	(135)
Charges non récurrentes	(726)	(817)	(1 497)
Plus et moins-values de cessions d'actifs	15	(53)	(58)
Divers	-	-	-
Total	(902)	(876)	(1 690)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUBAY SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 10 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

BCRH & Associés

Jean-Claude BERRIEX

François SORS

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice »

Philippe Rabasse

Directeur Général du Groupe Aubay